Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/Vers-la-VIeme-Republique

Contribution au 33ème congres (site PCF)

Vers la VIème République

- S'organiser... - 33eme Congrès du PCF - Contributions -

Date de mise en ligne : dimanche 8 janvier 2006

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Aller vers plus de démocratie, en tant que communiste, c'est démonter cette constitution qui est un véritable coup d'état permanent laissant le pouvoir à un seul homme : le Président de la République.

Comment ne pas comprendre qu'augmenter les lieux de décision aggrave l'éloignement du peuple vis-à-vis des élus.

Communes, communautés de communes, départements, régions, trop d'instance éloigne le politique du vécût véritable.

Mettre un coup de pied dans la fourmilière institutionnelle, oublier les fondations de cette république Napoléonienne qui éloigne le peuple des décisions finales.

Á l'heure d'une mondialisation effrénée, le peuple a-t-il besoin de cette division politique. Cette division qui permet l'émergence d'un petit potentat local, permettant cette délégation de pouvoir. Seul le peuple est souverain.

Que penser d'élus qui n'obtiennent qu'à peine 20 % de voix du peuple.

Soyons directs, soyons proches des gens, inversons le processus, la représentation proportionnelle ferait évoluer bien des choses.

Communes, intercommunalités, départements, régions, état, trop de pouvoir intermédiaire : il faudrait peut-être en supprimer ?

Les gens sont assez accrochés à l'idée de la commune, ils n'ont rien contre l'intercommunalité, alors soyons précurseur : que représente le département au niveau mondial ? Rien, je pense.

Sans être un mondialiste effréné, la région est un point d'appui représentatif culturellement et économiquement.

Il faudrait peut-être rapprocher la région des entités culturelles. Cela n'empêcherait pas le rapprochement des peuples mais permettrait, au-delà des identités, un mélange ethno-culturel important.
Mettre en avant la région éliminerait la partie politique départementale et pourrait aggraver l'éloignement du peuple des pouvoirs décisionnels ; mais il reste les communes et l'intercommunalité. Bien sûr les décisions doivent se prendre à la base, il faut à tout prix que nous prenions en compte l'intercommunalité.

L'élection des représentants dans les communautés de communes doit se faire au suffrage direct.

Que penser des sénateurs ! Le sénat lieu de retraite de politiciens sur le déclin ; cette assemblée n'a rien de démocratique. Comment remédier à cela ?

Il faut à tout prix supprimer des pouvoirs de décisions pour rendre le pouvoir au peuple.

Allons de l'avant et soyons précurseurs d'un état démocratique.

N'en déplaise à certains barons locaux, je propose plusieurs solutions vers un élan démocratique.

Copyright © Le Vénissian

En partant par l'échelon le plus bas : gardons l'élection directe des conseillers municipaux, élargissons à un vote direct des représentants des communautés d'agglomération (à la proportionnelle ?).

L'échelon au-dessus doit être la région, quitte à les remodeler pour qu'elles représentent vraiment une identité culturelle (exemple : la Catalogne, etc.) avec un vote à la proportionnelle.

La députation, représentation légale du peuple, doit être faite à la proportionnelle intégrale.

Une 2ème chambre doit exister et pourquoi pas calquer son élection sur le schéma électif des députés actuels.

Une assemblée nationale, prédominante dans les enjeux de société, élus au suffrage populaire de manière proportionnelle, secondée par une chambre d'élus locaux, cette combinaison permettrait, à mon avis, un surplus de démocratie.

Le Président de la République : une question se pose : sa position est-elle vraiment démocratique, ne sommes-nous pas en présence d'un coup d'état permanent ?
L'existence de ce personnage n'est pas un atout pour la démocratie.

Reformer le système électoral ne suffira pas à améliorer la démocratie, d'autres voies existent.

- Référendum populaire
- Vote de tous les résidents
- Contrôle des élus (ex. : un élu changeant de parti doit se représenter, etc.)
- Limitation des mandats (durée et cumul)
- Parité
- Regroupement des élections
- Etc.

Intégrer toutes les valeurs démocratiques pour éviter les délégations de pouvoir.

Laisser au peuple le temps de contrôler leurs élus et que ceux-ci n'agissent pas dans l'urgence.

Aider les gens pour qu'ils s'impliquent dans la vie politique.

Tout ceci ne fait parti que d'une modeste contribution à l'amélioration démocratique de la vie politique.

Le débat est ouvert.

Bernard COSTE, 30100 ALES

Copyright © Le Vénissian